

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

2 MARS 2004

## La situation à Chypre

### RAPPORT

FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION  
DES RELATIONS EXTÉRIEURES  
ET DE LA DÉFENSE  
PAR M. ROELANTS DU VIVIER

#### 1. INTRODUCTION

La commission des Relations extérieures et de la Défense a consacré cinq réunions à la situation de Chypre.

Des auditions ont été organisées qui ont permis d'entendre M. Günter Verheugen, commissaire européen en charge de l'élargissement, et M. Takis Hadjidemetriou, coordinateur pour l'harmonisation de Chypre auprès de l'Union européenne.

Le rapporteur a été chargé d'une mission d'enquête sur place afin d'informer la commission des derniers développements et des différents points de vue en présence.

# BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

2 MAART 2004

## De toestand in Cyprus

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN  
EN VOOR DE LANDSVERDEDIGING  
UITGEBRACHT  
DOOR DE HEER ROELANTS DU VIVIER

#### 1. INLEIDING

De commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging heeft vijf vergaderingen gewijd aan de situatie in Cyprus.

Er werden hoorzittingen georganiseerd met de heer Günter Verheugen, Europees commissaris belast met de uitbreiding, en met de heer Takis Hadjidemetriou, coördinator voor de harmonisering van Cyprus bij de Europese Unie.

De rapporteur kreeg de opdracht een onderzoek ter plaatse te verrichten teneinde de commissie te informeren over de meest recente ontwikkelingen en de verschillende opinies.

Composition de la commission/Samenstelling van de commissie :

#### A. Membres/Leden:

SP.A-SPIRIT Patrick Hostekint, Jacques Timmermans, Lionel Vandenberghe.  
VLD Pierre Chevalier, Jean-Marie Dedecker, Jacques Devolder.  
PS Jean Cornil, Pierre Galand, Anne-Marie Lizin.  
MR Marie-Hélène Crombé-Berton, Alain Destexhe, François Roelants du Vivier.  
CD&V Sabine de Bethune, Erika Thijs.  
VLAAMS BLOK Jurgén Ceder, Frank Vanhecke.  
CDH René Thissen.

#### B. Suppléants/Plaatsvervangers:

Mimount Bousakla, Caroline Gennez, Staf Nimmegeers, Fatma Pehlivan.  
Stefaan Noreilde, Annemie Van de Casteele, Patrik Vankrunkelsven, Luc Willems.  
Jean-Marie Happart, Marie-José Laloy, Philippe Mahoux, Francis Poty.  
Berni Collas, Armand De Decker, Marc Wilmots, Alain Zenner.  
Etienne Schouppe, Luc Van den Brande, Marc Van Peel.  
Yves Buysse, Karim Van Overmeire, Wim Verreycken.  
Christian Brotcorne, Clotilde Nyssens.

La mission a eu lieu les 28 et 29 janvier 2004.

## **2. NOTE CONCERNANT UN RAPPORT PARLEMENTAIRE SUR LA SITUATION À CHYPRE PAR M. FRANÇOIS ROELANTS DU VIVIER**

Chypre est l'un des dix pays adhérents qui deviendra membre à part entière de l'Union européenne le 1<sup>er</sup> mai 2004. Sa situation est toutefois très particulière: l'île est divisée depuis 1974 entre la République de Chypre, seule entité reconnue par la communauté internationale, au sud, et la République turque de Chypre du Nord, reconnue uniquement par Ankara. Toutes les négociations d'adhésion se sont déroulées avec la République de Chypre, État reconnu par l'Union européenne, pour l'ensemble de l'île.

Préalablement à la signature par les États adhérents du traité d'Athènes au printemps 2003, des efforts ont été entrepris tant par l'UE que par l'ONU pour trouver un accord de réunification. Le secrétaire général de l'ONU s'est rendu en personne à Chypre en mars 2003 et a mené peu après des négociations avec les deux parties, grecque et turque, à La Haye, qui se sont soldées par un échec.

Aujourd'hui le risque est réel de voir entrer dans l'Union un pays dont une armée étrangère occupe une partie du territoire, cette armée étant de surcroît celle d'un pays sollicitant son adhésion à l'Union. Si aucun accord de réunification n'est engrangé avant le 1<sup>er</sup> mai 2004, Chypre sera le seul pays membre de l'Union en conflit avec une puissance étrangère. Par ailleurs, les chances de la Turquie de voir envisagées favorablement ses demandes d'adhésion seront compromises, ne fût-ce que parce que la Grèce n'acceptera jamais l'entrée de la Turquie dans l'Union sans résolution du problème chypriote.

Pourtant, les mois qui viennent peuvent être profitables à un accord de réunification, précisément en raison des enjeux et des risques indiqués ci-dessus. Certains événements intérieurs ou extérieurs peuvent avoir également une influence sur le processus de pacification: des élections en décembre 2003 dans la partie turque de l'île où l'on observera avec intérêt les résultats du parti du dirigeant chypriote turc Rauf Denktaş, de plus en plus contesté au sein de sa propre communauté; l'attitude de l'armée turque à l'heure où le gouvernement de M. Erdogan semble vouloir privilégier des négociations de paix; l'attitude des États-Unis d'Amérique.

La stabilité de l'Union à ses frontières orientales est dès lors en question. La question chypriote est donc devenue une « affaire intérieure » de l'Union européenne. C'est pourquoi nous ne devons pas nous en

Die zending vond plaats op 28 en 29 januari 2004.

## **2. NOTABETREFFENDE EEN PARLEMENTAIRE RAPPORT OVER DE TOESTAND IN CYPRUS DOOR DE HEER FRANÇOIS ROELANTS DU VIVIER**

Cyprus is één van de tien lidstaten die op 1 mei 2004 volwaardig lid zullen worden van de Europese Unie. Het land bevindt zich echter in een heel specifieke situatie: sinds 1974 is het eiland opgedeeld in de Republiek Cyprus in het zuiden, die door de internationale gemeenschap erkend wordt, en de Turkse Republiek Noord-Cyprus, die alleen door Ankara erkend wordt. Alle toetredingsonderhandelingen voor het hele eiland werden met de Republiek Cyprus gevoerd, de Staat die door de Europese Unie wordt erkend.

In de periode vóór de ondertekening van het verdrag van Athene in de lente van 2003, werden door de EU en de VN inspanningen geleverd om een herenigingsakkoord te vinden. In maart 2003 is de secretaris-generaal van de VN persoonlijk naar Cyprus gegaan en kort nadien heeft hij in Den Haag met beide partijen, de Griekse en de Turkse, onderhandelingen geleid die op een mislukking zijn uitgedraaid.

Vandaag is het risico reëel dat een land tot de Unie toetreedt waarvan een deel van het grondgebied bezet wordt door een buitenlands leger en nog wel door een leger van een land dat kandidaat is om tot de Unie toe te treden. Indien er vóór 1 mei 2004 geen akkoord wordt bereikt, wordt Cyprus de enige lidstaat van de Unie die een conflict heeft met een vreemde mogendheid. Bovendien wordt de kans dat gunstig gereageerd wordt op het verzoek van Turkije om tot de Unie toe te treden steeds kleiner, al was het maar omdat Griekenland de toetreding van Turkije tot de Unie nooit zal accepteren zonder oplossing van het Cypriotische probleem.

De komende maanden kunnen nochtans gunstig zijn voor een herenigingsakkoord, precies wegens bovenvermelde mogelijkheden en risico's. Ook bepaalde binnen- en buitenlandse gebeurtenissen kunnen een invloed hebben op het vredesproces: de verkiezingen in december 2003 in het Turkse gedeelte van het eiland, waarbij de resultaten van de Turks-Cypriotische leider Rauf Denktaş, die binnen zijn eigen gemeenschap steeds meer tegenstand krijgt, aandachtig zullen worden bekeken; de houding van het Turkse leger nu de regering van de heer Erdogan de voorkeur lijkt te geven aan vredesonderhandelingen; de houding van de Verenigde Staten van Amerika.

De stabiliteit van de Unie aan haar oostelijke grens staat dus op het spel. De kwestie Cyprus is dus een « binnenlandse aangelegenheid » van de Europese Unie geworden. Daarom moeten we er aandacht voor

désintéresser. La décision récente du gouvernement de désigner pour la première fois un ambassadeur à Nicosie manifeste cette préoccupation légitime. Pour sa part, le Sénat pourrait auditionner divers acteurs de ce dossier, et aussi envoyer une délégation sur place, le tout permettant d'avoir une discussion à ce sujet avec le ministre des Affaires étrangères et d'adresser une résolution au gouvernement.

### **3. AUDITION DE M. GÜNTER VERHEUGEN, MEMBRE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE, EN CHARGE DE L'ÉLARGISSEMENT (2 décembre 2003)**

#### *3.1. Exposé de M. Verheugen*

Mesdames, Messieurs,

Avant toute autre chose, je me félicite de l'occasion qui m'est offerte d'aborder, avec vous, la question chypriote dans l'enceinte du Sénat belge. La Belgique a toujours joué un rôle encourageant dans la question chypriote et continuera à le jouer. Je me réjouis que le Sénat, quelques mois avant l'adhésion de Chypre à l'Union européenne, souhaite rédiger un rapport sur la situation qui règne sur cette île.

Comme vous le savez, plus de trente ans après l'établissement des premiers liens contractuels entre Chypre et la CEE, Chypre doit devenir membre de l'Union européenne. En 1995, un compromis historique a tracé la voie des négociations d'adhésion, tandis que la Grèce opposait son veto à l'union douanière avec la Turquie. Un autre pas important a été franchi lorsque le Conseil européen, réuni à Helsinki en décembre 1999, a non seulement fait de la Turquie un candidat à l'adhésion, mais a aussi décidé que la solution au conflit chypriote n'était pas une condition absolue pour l'adhésion de l'île.

Dans un premier temps, la perspective d'adhésion a donné une nouvelle impulsion aux efforts des Nations unies décidées à trouver une solution globale pour régler le problème de Chypre. Le Secrétaire général des Nations unies a orchestré les différentes étapes de son plan de paix en tenant compte d'événements comme le Sommet de Copenhague ou la signature du traité d'adhésion. Dix mille Chypriotes turcs ont manifesté, début de cette année, en faveur de l'adhésion de l'île à l'UE et de la recherche d'une solution globale.

Depuis le Sommet d'Helsinki, l'UE elle-même a encouragé, par tous les moyens à sa disposition, les efforts visant à trouver une solution globale. Par exemple, les conclusions de pratiquement tous les Conseils européens de ces dernières années ont exprimé leur soutien aux efforts du Secrétaire général.

blijven hebben. De recente beslissing van de regering om voor het eerst een ambassadeur in Nicosia aan te wijzen is een uiting van die gewettigde aandacht. De Senaat kan hoorzittingen organiseren met de diverse betrokkenen in dat dossier en een delegatie ter plaatse zenden, zodat vervolgens met de minister van Buitenlandse Zaken kan worden gedebatteerd en aan de regering een resolutie kan worden gericht.

### **3. HOORZITTING MET DE HEER GÜNTER VERHEUGEN, EUROPEES COMMISSARIS BELAST MET DE UITBREIDING (2 december 2003)**

#### *3.1. Uiteenzetting van de heer Verheugen*

Geachte dames en heren,

Eerst en vooral wil ik u bedanken voor de uitnodiging om samen met u in de Belgische Senaat te spreken over de Cypriotische kwestie. België speelde altijd al een baanbrekende rol in de Cypriotische kwestie en zal dat ook blijven doen. Het doet me plezier dat de Senaat enkele maanden voor de toetreding van Cyprus tot de Europese Unie bereid is een verslag op te stellen over de situatie op het eiland.

Zoals u weet, wordt Cyprus meer dan 30 jaar na de eerste contractuele betrekkingen tussen Cyprus en de EEG op 1 mei 2004 lid van de Europese Unie. Een historisch compromis maakte in 1995 de weg vrij voor de toetredingsonderhandelingen nadat Griekenland zijn veto tegen een belastingunie met Turkije had laten vallen. De volgende belangrijke stap was de Europese Raad van Helsinki in december 1999, waarbij niet enkel Turkije een toetredingskandidaat werd, maar waar ook werd vastgelegd dat een oplossing van de Cypriotische kwestie geen voorwaarde zou zijn voor de toetreding van het eiland.

De toekomstige toetreding betekende een nieuwe stimulans voor de inspanningen van de Verenigde Naties om een oplossing ten gronde te vinden voor de Cypriotische kwestie. De secretaris-generaal van de Verenigde Naties oriënteerde zich met betrekking tot de termijn voor de goedkeuring van een vredesplan op de resultaten van de top in Kopenhagen of de ondertekening van het toetredingsverdrag. Tienduizenden Turks-Cyprioten demonstreerden begin dit jaar voor toetreding tot de EU en een oplossing ten gronde.

De EU zelf heeft er sinds de top van Helsinki alles aan gedaan het streven naar een dergelijke definitieve oplossing aan te moedigen. Zo worden in bijna alle recente conclusies van de Europese Raad de inspanningen van de secretaris-generaal gesteund. De Commissie heeft de Verenigde Naties geadviseerd bij

La Commission a assisté les Nations unies dans l'élaboration du plan de paix dans tous les domaines touchant à l'UE et a réaffirmé son intention d'organiser une conférence des bailleurs d'aide en cas de réunification. Elle également toujours confirmée que l'acquis communautaire ne constituera pas un obstacle à la solution trouvée et que l'Union est prête à prendre en compte les conditions d'une solution pacifique.

Notre objectif reste l'adhésion d'une Chypre réunifiée.

Mais comme vous le savez, il n'a pas encore été possible d'aboutir à une issue favorable. Je reste pourtant persuadé qu'au cours des prochains mois, la possibilité se présentera de trouver une solution globale sur la base des propositions du Secrétaire général des Nations unies. Le plan équilibré qu'il a déposé sur la table des négociations est suffisamment pondéré pour constituer la meilleure base pour des négociations. Les problèmes sont connus pour la plupart, il ne manque plus que la volonté politique adéquate sans laquelle, par ailleurs, le Secrétaire général des Nations unies ne s'engagera pas, comme il l'a encore répété la semaine passée.

Nous espérons que les élections dans la partie septentrionale de l'île à la fin de la semaine prochaine apporteront un nouveau soutien au processus de paix. En dépit de signes inquiétants révélant que les élections pourraient ne pas répondre aux critères européens — notre principal souci réside dans l'accroissement en flèche des votants à cause de la naturalisation des citoyens turcs — l'opposition garde le moral. Elle pense, en cas de victoire électorale, pouvoir désigner un nouveau négociateur en chef pour les tractations de paix et organiser un référendum sur le plan Annan.

Selon moi, on peut, tout en restant réaliste, miser quand même sur une courte victoire électorale de l'opposition.

Toutefois, il faudra compter avec la tactique d'obstruction de Denktasch.

Il ne reste que peu de temps pour arriver encore à une solution avant le mois de mai de l'an prochain. La Commission est prête à apporter son aide aux parties concernées et aux Nations unies à court terme. Nous sommes également disposés à préparer toutes les étapes nécessaires pour que soient étendus les acquis communautaires au Nord de l'île où leur application sera suspendue jusqu'à une solution. Je tiens à répéter que nous sommes prêts à organiser une conférence internationale des bailleurs d'aide et à rappeler que l'UE a prévu une somme de quelque 206 millions d'euros en cas de solution pour la partie Nord. La Commission continuera enfin à soutenir les projets à Chypre qui servent aux deux communautés afin de réduire l'inégalité économique sur l'île et pour reconstruire la confiance entre les deux communautés.

de uitwerking van het vredesplan en haar bereidheid getoond een donorconferentie te organiseren in het geval van een vereniging. Bovenal werd steeds opnieuw bevestigd dat het acquis geen hindernis mag zijn voor een oplossing en dat de Unie bereid is rekening te houden met de voorwaarden voor een vreedzame oplossing.

De toetreding van een verenigd Cyprus blijft evenwel ons doel.

Zoals u echter weet is er tot nu toe nog altijd geen oplossing gevonden. Toch ben ik ervan overtuigd dat we in de volgende maanden de gelegenheid zullen krijgen een definitieve oplossing te vinden op basis van de voorstellen van de secretaris-generaal van de Verenigde Naties. Zijn evenwichtige plan dat ter tafel ligt, vormt de beste basis voor onderhandeling. De problemen zijn genoegzaam bekend, enkel de overeenkomstige politieke wil ontbreekt nog. Zonder deze wil zal de secretaris-generaal van de Verenigde Naties zich niet opnieuw engageren zoals hij dat vorige week andermaal herhaalde.

Wij hopen dat de verkiezingen in het noordelijk deel van het eiland eind volgende week een nieuwe stimulans zullen betekenen voor het vredesproces. Ondanks onrustwekkende tekenen dat de verkiezingen niet zullen voldoen aan de Europese normen — wij zijn vooral bezorgd door de enorme toename van de kiesgerechtigden door inburgering van Turkse staatsburgers — blijft de oppositie optimistisch. In het geval van een verkiezingsoverwinning hoopt zij een nieuwe hoofdonderhandelaar aan te kunnen stellen voor de vredesgesprekken en een referendum te kunnen organiseren over het Annan-plan.

Volgens mij zal men evenwel in de realiteit enkel kunnen uitgaan van een erg nipte verkiezingsoverwinning van de oppositie.

Daarnaast moet ook rekening worden gehouden met een veranderingtactiek van Denktasch.

De tijd dringt om nog voor mei volgend jaar een oplossing te vinden. De Commissie is bereid om de betrokken partijen en de Verenigde Naties op korte termijn te helpen om een snelle oplossing te vinden. Wij zijn ook bereid om alle noodzakelijke stappen te zetten om de uitbreiding van de acquis tot het noordelijke deel van het eiland voor te bereiden, waarbij de toepassing daarvan geschorst zou blijven tot een oplossing is gevonden. Ik wil opnieuw herhalen dat wij bereid zijn een internationale donorconferentie te organiseren en benadrukken dat de EU in het geval van een oplossing een bedrag van 206 miljoen euro ter beschikking zal stellen van het noordelijk deel. De Commissie zal in Cyprus ook verder projecten blijven ondersteunen, die beide gemeenschappen ten gunste komen, om de economische ongelijkheid op het

Pour notre projet d'assainissement des champs de mines dans la zone tampon onusienne, le Parlement européen a récemment accordé 2,5 millions d'euros.

Si une solution pouvait intervenir avant le 1<sup>er</sup> mai, les deux communautés de l'île y trouveraient leur intérêt. Cette solution éviterait les réglementations compliquées applicables à la « ligne » entre le Nord et le Sud qui ne feraient qu'accroître la division.

Enfin, l'adoption d'une solution éliminerait un sérieux obstacle aux efforts d'adhésion de la Turquie, comme le constatait la Commission dans un document stratégique, début novembre. Une solution en temps utile améliorerait le climat positif pour la reprise de négociations avec la Turquie. Dans ce cadre, j'aimerais souligner qu'en précisant sa position dans ce document stratégique, la Commission n'impose aucune nouvelle condition. Elle se contente de constater un fait politique. Car il reste très improbable que l'UE entamerait des négociations avec un candidat à l'adhésion qui ne reconnaît pas un État membre.

Les récents attentats à la bombe d'Istanbul n'auront aucune influence sur l'avis et sur la recommandation de la Commission quant à la reprise des négociations d'adhésion avec la Turquie, ni en matière de planification dans le temps, ni en ce qui concerne la teneur de la recommandation elle-même. La Commission Prodi présentera avant la fin de son mandat une proposition dans ce sens.

Mesdames, Messieurs,

Nous espérons que les parties intervenantes feront preuve de courage, d'ouverture et de tolérance et qu'elles aboutiront à une solution. Ce n'est qu'à ce prix qu'il existe une chance de voir une île de Chypre réunifiée adhérer à l'Union élargie.

Je vous remercie de votre attention.

### 3.2. *Échange de vues*

M. Galand déclare qu'une solution rapide du conflit est le souhait de tous les démocrates. Il applaudit par conséquent à l'initiative de l'ONU visant à insuffler un nouvel élan aux négociations. L'intervenant souligne que la Grèce et la Turquie sont toutes deux membres de l'OTAN et que pourtant, aucune solution n'a jamais été trouvée. Comment cette situation va-t-elle évoluer à l'avenir?

M. Verheugen souligne que les relations passées entre la Grèce et la Turquie ont également été tendues dans d'autres domaines. Elles n'ont pas toujours été de bon voisinage. Il s'agit aujourd'hui de surmonter les obstacles. La Turquie a accepté la main tendue par la Grèce. Le délai à cet égard court jusqu'au sommet

eiland terug te dringen en om het vertrouwen tussen de gemeenschappen te bevorderen. Voor ons project met betrekking tot het opruimen van mijnevelden in de UN-bufferzone heeft het Europese Parlement kort geleden 2,5 miljoen euro vrijgemaakt.

Een oplossing voor 1 mei zou een voordeel betekenen voor de beide gemeenschappen op het eiland. Daardoor zouden ook gecompliceerde regelingen op de « grens » tussen het noorden en het zuiden verhinderd worden. Deze zouden de verdeling alleen maar verergeren.

Ten slotte werd een eerste hindernis voor de toetredingsinspanningen van Turkije overwonnen, zoals de Commissie al rapporteerde in haar strategisch document van begin november. Een oplossing te gelegener tijd zou ook het positieve klimaat voor de start van onderhandelingen met Turkije verder verbeteren. In deze context wil ik erop wijzen dat de Commissie met de uitspraak in haar strategisch document geen nieuwe toetredingsvoorwaarden heeft bepaald. Ze stelt enkel een politiek feit vast. Het is dan ook onwaarschijnlijk dat de EU onderhandelingen zou beginnen met een toetredingskandidaat die een lidstaat niet zou erkennen.

De recente bomaanslagen in Istanbul zullen geen invloed hebben op het verslag en op de aanbeveling van de Commissie over het begin van toetredingsonderhandelingen met Turkije, noch wat tijdspanne betreft, noch wat de aanbeveling zelf betreft. De Prodi-Commissie zal tegen het einde van haar ambts termijn een overeenkomstig voorstel uitwerken.

Dames en heren,

Laten we hopen dat de betrokken partijen de moed, openheid en tolerantie kunnen opbrengen om een oplossing te vinden. Enkel dan bestaat er kans op een verenigd Cyprus in de uitgebreide Unie.

Hartelijk dank

### 3.2. *Gedachtewisseling*

De heer Galand stelt dat een spoedige oplossing van het conflict de wens is van alle democraten. Hij juicht het initiatief van de UNO om de onderhandelingen nieuw leven in te blazen dan ook toe. Spreker wijst erop dat zowel Griekenland als Turkije lid zijn van de NATO, en dat er desondanks nooit een oplossing is gekomen. Hoe zal dit in de toekomst evolueren?

De heer Verheugen wijst erop dat de verhouding tussen Griekenland en Turkije in het verleden ook op andere vlakken gespannen is geweest. Ze blonken niet steeds uit in goed nabuurschap. Nu komt het erop aan de obstakels te overwinnen. Turkije heeft de uitgestoken hand van de Grieken aangenomen. De tijds-

de l'OTAN à Helsinki, prévu en décembre 2004. L'intervenant fait remarquer que les rapports entre les États-Unis et l'Union européenne à propos de la question chypriote ont toujours été exemplaires et fondés sur une coopération très étroite. La Grande-Bretagne a elle aussi joué un rôle très actif et très constructif.

M. Roelants du Vivier souligne que Washington, Ankara et Bruxelles détiennent des clés importantes dans le cadre de ce problème.

La date des « élections » dans la partie turque de l'île approche à grands pas. L'intervenant redoute des troubles et des violences au cas où l'opposition à M. Denktash viendrait à perdre les élections. Si elle gagne ces « élections », la balle se trouvera dans le camp des Chypriotes grecs.

M. Verheugen est convaincu que la « window of opportunity » subsistera même si l'opposition perd les élections, mais la situation s'en trouvera assurément compliquée. Les dirigeants d'Ankara doivent prendre conscience du fait qu'ils ont intérêt à ce que les partisans de la réunification gagnent ces élections. Le prix politique et économique à payer pour un statu quo est particulièrement élevé. Pour la première fois, les médias turcs en parlent.

L'Union européenne a lancé un signal clair et sans ambiguïté à Ankara : il est hors de question qu'il y ait un quelconque marchandage associant la question chypriote et le dossier de l'adhésion de la Turquie à l'Union.

L'échéance pour trouver une solution est fixée au 1<sup>er</sup> mai 2004. Passé ce délai, l'Acquis communautaire ne s'appliquera qu'à la partie grecque.

M. Roelants du Vivier fait remarquer que la Grande-Bretagne propose de remettre une de ses deux bases militaires à la souveraineté chypriote après l'unification.

M. Verheugen déclare que les bases militaires britanniques sont très importantes et comptent un nombre important de militaires. Les directives européennes n'y sont pas applicables. La Commission européenne est favorable à la proposition. Cela pourrait contribuer à détendre l'atmosphère.

#### **4. AUDITION DE M. TAKIS HADJIDEMETRIOU, COORDINATEUR POUR L'HARMONISATION DE CHYPRE AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE (20 janvier 2004)**

##### *4.1. Exposé de M. Hadjidemetriou (\*)*

(\*) l'exposé de M. Hadjidemetriou est annexé in extenso au présent rapport (en anglais).

M. Takis Hadjidemetriou déclare que l'intérêt belge pour la question chypriote témoigne du lien qui

limiet in dit kader strekt tot de NAVO-Top van Helsinki, voorzien in december 2004. Spreker merkt op dat de verhoudingen tussen de Verenigde Staten en de Europese Unie inzake de Cypruskwestie steeds voorbeeldig zijn geweest en gebaseerd waren op zeer nauwe samenwerking. Tevens was de rol van Groot-Britannië zeer actief en constructief.

De heer Roelants du Vivier wijst erop dat belangrijke sleutels in deze kwestie zich in Washington, Ankara en Brussel bevinden.

De « verkiezingen » in het Turkse deel van het eiland komen dichterbij. Spreker vreest onlusten en geweld indien de oppositie tegen de heer Denktash de verkiezingen zou verliezen. Indien ze deze « verkiezingen » wint, ligt het bal in het kamp van de Grieks-Cyprioten.

De heer Verheugen is er van overtuigd dat de « window of opportunity » nog zal bestaan, zelfs na de verkiezingsnederlaag van de oppositie, maar het zal de zaken zeker bemoeilijken. De leiders in Ankara dienen in te zien dat het in hun belang is dat de voorstanders van de hereniging deze verkiezingen winnen. De politieke en economische kostprijs van een status quo is bijzonder hoog. Voor het eerst wordt hierover gesproken in de Turkse media.

De Europese Unie heeft een duidelijk en niet mis te begrijpen signaal aan Ankara bezorgd: er is geen sprake van een of andere marchandage tussen de Cypruskwestie en het dossier van de Turkse toetreding tot de Unie.

De uiterste streefdatum voor een oplossing eindigt op 1 mei 2004. Nadien geldt het Acquis communautaire enkel voor het Griekse gedeelte.

De heer Roelants merkt op dat Groot-Britannië voorstelt om één van haar twee militaire bases te overhandigen aan de Cypriotische soevereiniteit na de eenmaking.

De heer Verheugen verklaart dat de Britse militaire bases zeer belangrijk zijn en veel militairen tellen. De Europese richtlijnen zijn er niet van toepassing. De Europese Commissie staat gunstig tegenover het aanbod. Het zou kunnen bijdragen tot een versoepeling van de situatie.

#### **4. HOORZITTING MET DE HEER TAKIS HADJIDEMETRIOU, COÖRDINATOR VOOR DE HARMONISERING VAN CYPRUS BIJ DE EUROPESE UNIE (20 januari 2004)**

##### *4.1. Uiteenzetting van de heer Hadjidemetriou (\*)*

(\*) de volledige tekst van de uiteenzetting van de heer Hadjidemetriou is als bijlage bij dit verslag opgenomen (in het Engels).

De heer Takis Hadjidemetriou verklaart dat de Belgische belangstelling voor de Cyprus-kwestie een

unit les pays européens. Le système constitutionnel belge et son caractère plurilingue et pluriculturel est beaucoup commenté à Chypre et considéré comme un exemple à suivre.

L'intervenant donne un aperçu des principales caractéristiques de la société chypriote sur les plans historique, culturel, économique et social. Par son histoire et sa situation géographique, qui font d'elle un pont entre l'Europe et l'Asie, l'île peut jouer un rôle important dans les relations entre l'Europe et le monde arabe.

Voici quarante ans déjà qu'elle subit une scission de fait et une occupation militaire partielle. L'intervenant rappelle l'histoire récente des négociations et explique comment les Chypriotes grecs perçoivent l'attitude des Chypriotes turcs.

L'intervenant souligne que la solution du problème repose entre les mains des Chypriotes turcs, qui n'accepteront le plan Annan que si Ankara exerce une pression suffisante. Il reste optimiste et part du principe qu'une solution sera trouvée avant le 1<sup>er</sup> mai 2004, date de l'adhésion de Chypre à l'Union européenne.

#### 4.2. *Échange de vues*

M. Roelants du Vivier constate que la question de Chypre est extrêmement complexe, mais les contacts qu'il a eus avec la population locale l'ont convaincu qu'une solution était désormais possible. Auparavant, la personnalité du leader des Chypriotes turcs, M. Rauf Denktash, empêchait de trouver une issue au problème. Son influence semble maintenant diminuer, ce qui devrait normalement avoir un effet positif sur la situation. La solution devra d'ailleurs être élaborée non seulement à Nicosie, mais aussi à Ankara, à Athènes, à Bruxelles et à Washington.

L'intervenant souligne la nécessité, aujourd'hui plus que jamais, d'un résultat concret, de préférence avant le 1<sup>er</sup> mai 2004, mais certainement avant la fin de l'année. Sans quoi, il faudra attendre longtemps pour que s'ouvre à nouveau la même « window of opportunity ».

L'intervenant attire également l'attention sur les conséquences de la crise économique qui a frappé l'île à la suite de l'effondrement du secteur touristique. Ce genre de crise ne contribue pas à la mise en place d'une solution équitable.

M. Hadjidemetriou déclare qu'il se considère comme le représentant de l'île de Chypre tout entière. L'île a été divisée à la suite des sentiments nationalistes qui existaient dans les deux camps. Pourtant, tant les Chypriotes grecs que les Chypriotes turcs ont souffert, jadis, sous la répression militaire.

bewijs is van de verbondenheid tussen de Europese landen. Het Belgisch constitutioneel systeem, met zijn meertalig en multicultureel karakter, wordt in Cyprus druk becommentarieerd en geldt als een te volgen voorbeeld.

Spreker geeft een overzicht van de belangrijkste karakteristieken van de Cypriotische samenleving op historisch, cultureel, economisch en sociaal vlak. Omwille van zijn geschiedenis en zijn ligging, als een brug tussen Europa en Azië, kan het eiland een belangrijke rol spelen in de verhoudingen tussen Europa en de Arabische wereld.

Het eiland gaat reeds 40 jaar gebukt onder een de facto scheiding en een gedeeltelijke militaire bezetting. Spreker schetst de recente geschiedenis van de onderhandelingen en de Grieks-Cypriotische interpretatie van de houding der Turks-Cyprioten.

Spreker benadrukt dat de oplossing van het probleem in handen is van de Turks-Cyprioten, die het Annan-plan slechts zullen aanvaarden indien er vanuit Ankara voldoende druk wordt uitgeoefend. Spreker blijft optimistisch en gaat er van uit dat er een oplossing zal worden gevonden voor 1 mei 2004, datum van de toetreding van Cyprus tot de Europese Unie.

#### 4.2. *Gedachtewisseling*

De heer Roelants du Vivier stelt vast dat de kwestie-Cyprus bijzonder complex is, maar zijn contacten met de lokale bevolking hebben hem ervan overtuigd dat een oplossing nu mogelijk is. Tevoren was een uitweg geblokkeerd door de persoonlijkheid van de leider van de Turks-Cyprioten, de heer Rauf Denktash. Vandaag schijnt zijn invloed te tanen, hetgeen normalerwijs een positieve invloed zou moeten hebben op de situatie. De oplossing is overigens niet enkel in Nicosia te vinden, maar ook in Ankara, Athene, Brussel en Washington.

Spreker benadrukt dat er vandaag meer dan ooit nood is aan een concreet resultaat, liefst voor 1 mei 2004, maar zeker voor het einde van het jaar. Zoniet zal de zogeheten « window of opportunity » voor zeer lange tijd verdwenen zijn.

Spreker wijst tevens op de gevolgen van de economische crisis die het eiland heeft getroffen ten gevolge van de ineenstorting van de toeristische sector. Dergelijke crises zijn niet bevorderlijk voor het vinden van een billijke oplossing.

De heer Hadjidemetriou verklaart dat hij zichzelf als de vertegenwoordiger van geheel Cyprus ziet. Door de in beide kampen aanwezige nationalistische sentimenten is het eiland opgedeeld. Nochtans hebben zowel de Grieks-Cyprioten als de Turks-Cyprioten vroeger onder de militaire repressie geleden.

La supériorité numérique des colons turcs constitue un problème spécifique, et a pour conséquence que les Chypriotes turcs autochtones sont aujourd'hui minoritaires.

L'adhésion imminente favorise un règlement rapide du conflit.

Depuis l'ouverture partielle et temporaire de la «Ligne verte», il y a maintenant neuf mois, qui a fait que les Chypriotes résidant de part et d'autre de cette ligne ont pu se rendre visite, il y a une toute autre ambiance. Les Chypriotes sont optimistes et se font à nouveau confiance. L'intervenant cite l'exemple de réfugiés qui vont voir ce qu'est devenue leur ancienne demeure et y entrent en contact avec les nouveaux habitants. L'intervenant est convaincu que la question de Chypre n'existerait pas si cela ne tenait qu'à l'homme de la rue.

L'occupation militaire du nord de l'île constitue un obstacle considérable à la mise en place d'une solution. Les militaires turcs ne cessent de souligner l'importance stratégique de l'île. Dans cette optique, la réunion du Conseil de sécurité national turc, prévue le 23 janvier 2004, revêt une importance capitale.

L'intervenant conclut que l'adhésion constituera un facteur unificateur. Bruxelles a unifié l'Europe, et unifiera aussi Chypre.

Mme Pehlivan demande quels sont pour l'homme de la rue les écueils du plan Annan. L'intervenante souhaiterait que M. Hadjidemetriou lui dise s'il est possible et souhaitable d'engager de nouvelles négociations sur la base du plan Annan.

M. Hadjidemetriou répond que, pour aucune des deux parties, le plan Annan n'est parfait, mais qu'il constitue malgré tout une base permettant d'arriver à un compromis. L'intervenant déclare que le plan est plus avantageux pour les Chypriotes turcs, puisqu'il part de la situation existante. Quoi qu'il en soit, rejeter le plan rendrait l'avenir très incertain et mènerait à l'isolement de l'île.

Selon l'intervenant, le compromis doit donner lieu à l'établissement d'un système constitutionnel fédéral, portant en soi suffisamment de garanties en ce qui concerne les droits de l'homme. Le pouvoir exécutif doit être aux mains du gouvernement fédéral. Aucune communauté ne peut user de son pouvoir contre l'autre communauté.

Pour ce qui est de la question territoriale, certaines parcelles devront retourner à leurs propriétaires initiaux. Selon l'intervenant, 37% du territoire se situe actuellement dans la partie turque, alors que seul 18% de la population est turco-chypriote. Pour mener à bien la restitution ou l'échange des terres, il y a lieu d'instituer un tribunal spécifique.

Een specifiek probleem betreft het numeriek overwicht van de Turkse kolonisten waardoor de autochtone Turks-Cyrioten vandaag in de minderheid zijn.

De nakende toetreding vergemakkelijkt een spoedige oplossing van het conflict.

Sinds de gedeeltelijke en voorlopige opening van de zogenaamde Groene Lijn, nu negen maanden geleden, waardoor de mensen langs weerszijden elkaar kunnen bezoeken, is er totaal nieuwe sfeer geschapen. De Cyprioten zijn optimistisch en hebben opnieuw vertrouwen in elkaar. Spreker geeft het voorbeeld van vluchtelingen die hun oude woonst gaan opzoeken en contact hebben met de nieuwe bewoners. Spreker is ervan overtuigd dat er geen Cyprus-kwestie zou bestaan indien het enkel van de gewone mensen zou afhangen.

Een belangrijk obstakel voor een oplossing is de militaire bezetting van het noorden van Cyprus. De Turkse militairen blijven hameren op het strategisch belang van het eiland. In dat opzicht is de aangekondigde vergadering van de Turkse Nationale Veiligheidsraad, op 23 januari 2004, van groot belang.

Spreker besluit dat de toetreding een eenmakende factor zal zijn. Brussel heeft Europa eengemaakt, en zal dat ook voor Cyprus bewerkstelligen.

Mevrouw Pehlivan vraagt welke volgens de man of vrouw in de straat de struikelpunten zijn in het Annan-Plan. Spreekster wenst te vernemen of het volgens de heer Hadjidemetriou mogelijk en wenselijk is om op basis van het Annan-Plan nieuwe onderhandelingen te beginnen.

De heer Hadjidemetriou antwoordt dat het Annan-Plan voor geen van beide partijen perfect is, maar dat het wel een basis is om tot een compromis te komen. Spreker stelt dat het Plan meer voordelen biedt aan de Turks-Cyprioten, vermits het uitgaat van de bestaande situatie. Hoe dan ook zou het verwerpen van het Plan de toekomst bijzonder onzeker maken en leiden tot het isolement van het eiland.

Het compromis moet volgens spreker bestaan uit een federaal constitutioneel systeem, gestut door voldoende waarborgen voor de mensenrechten. De uitvoerende macht moet in handen zijn van de federale regering. Geen gemeenschap kan haar macht tegen de ander gebruiken.

Wat de kwestie van het territorium betreft, zullen bepaalde percelen moeten terugkeren naar de oorspronkelijke eigenaars. Spreker stelt dat momenteel 37% van het grondgebied in het Turks gedeelte ligt, terwijl slechts 18% van de bevolking Turks-Cyprioot is. Teneinde de teruggave of ruil van het grondgebied in goede banen te leiden, moet een specifieke rechtbank worden opgericht.



L'intervenant conclut que les dirigeants politiques des deux communautés doivent neutraliser les extrémistes des deux bords.

M. Roelants du Vivier craint que l'homme de la rue n'accepte pas, sans plus, un compromis. Il appartient aux politiques d'élaborer une solution. L'intervenant fait remarquer que l'attitude de M. Denktash était intellectuellement confortable pour les Chypriotes grecs: ils pouvaient toujours lui imputer sans problème l'absence de progrès.

L'intervenant souligne que la question de Chypre deviendra un problème de l'Union européenne après le 1<sup>er</sup> mai 2004.

Il demande à M. Hadjidemetriou s'il peut garantir formellement que le gouvernement gréco-chypriote est motivé à cent pour cent à trouver une solution sur la base du plan Annan. Quel est, d'après M. Hadjidemetriou, l'élément le plus controversé du plan ?

M. Hadjidemetriou déclare qu'il faut des gens courageux, des deux côtés de la ligne de démarcation, pour élaborer une solution. Quoi qu'il en soit, c'est la population de l'île qui est la victime de la division. La persistance de cette situation anormale entraîne des anomalies dans tous les domaines. L'intervenant attire l'attention sur l'augmentation du trafic de stupéfiants et de l'immigration clandestine. Selon l'intervenant, la longue période de transition et la question des droits de propriété sont les principaux écueils du plan. Le plan peut de toute façon servir de base à l'élaboration d'une solution. Les discussions ne peuvent porter que sur des aspects secondaires; les principes de base du plan ne peuvent pas être modifiés.

## **5. RAPPORT DE M. ROELANTS DU VIVIER SUR SA MISSION À CHYPRE (28-29 JANVIER 2004)**

### **Introduction**

Ainsi que le rappelle le secrétaire général des Nations unies dans son rapport<sup>(1)</sup> au Conseil de sécurité sur Chypre, daté du 5 avril 2003, le problème de Chypre «est la question qui est restée inscrite le plus longtemps à l'ordre du jour du Secrétariat général pour ce qui est du maintien de la paix». La question retient en effet, l'attention du Conseil de sécurité depuis près de 40 ans.

Cette longévité de la question chypriote dans l'agenda international, les nombreuses négociations

(1) Nations unies, Conseil de sécurité, Rapport du secrétaire général sur sa mission de bons offices à Chypre, doc. n° 5/2003/398.

Spreker besluit dat de extremisten aan beide zijden geneutraliseerd moeten worden door het politieke leiderschap van de beide gemeenschappen.

De heer Roelants du Vivier vreest dat het gewone volk niet zonder meer een compromis zal aanvaarden. Het is de taak van de politici om een oplossing uit te dokteren. Spreker merkt op dat de aanwezigheid en vooral de houding van de heer Denktash intellectueel comfortabel was voor de Grieks-Cyprioten. Zij konden hem steeds zonder probleem verantwoordelijk stellen voor het gebrek aan vooruitgang.

Spreker benadrukt dat de Cypruskwestie na 1 mei 2004 een probleem van de Europese Unie zal worden.

Hij vraagt of de heer Hadjidemetriou met stelligheid kan garanderen dat de Grieks-Cypriotische regering voor de volle 100% gemotiveerd is om een oplossing te vinden op basis van het Annan-Plan. Wat is volgens de heer Hadjidemetriou het meest controversiële element van het Plan ?

De heer Hadjidemetriou stelt dat er moedige mensen aan beide zijden een oplossing moeten vinden. De bevolking van het eiland is hoe dan ook het slachtoffer van de opdeling. Het voortduren van deze abnormale situatie voedt de abnormaliteit op alle vlakken. Spreker wijst op de toename van de drugshandel en van de clandestiene immigratie. Spreker ziet de lange overgangperiode en de kwestie van de eigendomsrechten («property issue») als voornaamste struikelblokken in het Plan. Hoe dan ook dient het Plan als basis voor een oplossing. Er kan slechts gediscussieerd worden over secundaire aspecten, de basis van het Plan mag niet worden gewijzigd.

## **5. VERSLAG VAN DE HEER ROELANTS DU VIVIER OVER ZIJN OPDRACHT IN CYPRUS (28-29 JANUARI 2004)**

### **Inleiding**

Zoals de secretaris-generaal van de Verenigde Naties er in zijn verslag over Cyprus van 5 april 2003 aan de Veiligheidsraad aan herinnert, is het probleem Cyprus «het probleem dat het langst op de agenda van het Secretariaat-generaal is gebleven wat de vredeshandhaving betreft»<sup>(1)</sup>. De Veiligheidsraad is immers al bijna 40 jaar met het probleem begaan.

Het feit dat het probleem Cyprus al zo lang op de internationale agenda staat en dat zovele

(1) Verenigde Naties, Veiligheidsraad, «Rapport du secrétaire général sur sa mission de bons offices à Chypre», stuk nr. 5-2003/398.

directes et indirectes, la dernière ayant échoué le 10 mars 2003, ont le mérite paradoxal de construire peu à peu une proposition en vue de résoudre définitivement la partition de l'île. Ainsi, le corps du texte de la proposition de règlement du secrétaire général des Nations unies, présenté en mars 2003 et qui reste sur la table, comprend 192 pages, auxquelles s'ajoutent 250 pages de textes de loi. «Ce plan», souligne M. Annan, «n'est pas un cadre mais une véritable proposition détaillée, comprenant tous les instruments juridiques nécessaires et ne laissant rien à négocier ultérieurement» (1).

Les conditions politiques semblent réunies pour envisager la reprise des négociations sous l'égide des Nations unies, j'ai entrepris ma série intensive de consultations auprès des dirigeants des deux communautés vivant à Chypre, afin de vérifier cette hypothèse et de constater tant les points d'accord et de désaccord.

Je me suis fondé sur la conviction de Kofi Annan, selon laquelle un accord sur base de son plan ne sera possible «que si les dirigeants des deux parties se déclarent prêts, sans équivoque, à s'y employer, s'ils reçoivent un soutien entier et déterminé au plus haut niveau politique dans leurs pays respectifs, et s'ils s'engagent à:

a) mettre la dernière main au plan (sans revenir sur ses principes fondamentaux, ni sur les compromis essentiels) dans un délai spécifié, avec l'assistance de l'ONU;

b) la soumettre à des référendums distincts et tenus simultanément, ainsi qu'il est prévu dans le plan, peu de temps après et à une date précise» (2).

### Le contexte politique du moment

Ma visite d'information s'est déroulée dans un contexte politique particulier, qui éclaire singulièrement les réactions entendues de part et d'autre.

— Le 23 janvier, à l'issue d'une réunion du Conseil national de sécurité, instance turque réunissant les principaux responsables gouvernementaux et chefs militaires sous l'égide du président de la République, un communiqué est publié indiquant:

a) que la Turquie est prête à appuyer une solution qui prendrait comme référence (*with reference to*) le plan Annan;

(1) *Idem.*

(2) *Idem.*

rechtstreekse en onrechtstreekse onderhandelingen werden gevoerd, waarvan de laatste op 10 maart 2003 gestrand zijn, heeft paradoxaal genoeg ook een positieve kant. Daardoor kwam stukje bij beetje een voorstel tot stand dat de opdeling van het eiland definitief moet oplossen. De eigenlijke tekst van het voorstel van de secretaris-generaal van de Verenigde Naties, die in 2003 werd voorgesteld en die nog steeds actueel is, telt 192 bladzijden en daarbij komen nog 250 bladzijden wetteksten. «Dat plan», onderstreept de heer Annan, «geeft veel meer aan dan de hoofdlijnen; het is een echt gedetailleerd voorstel, met alle vereiste juridische instrumenten en waarover louter niet meer onderhandeld hoeft te worden» (1).

De politieke voorwaarden om de onderhandelingen onder de bescherming van de Verenigde Naties te hervatten lijken vervuld. Ik ben dan ook gestart met intensieve raadplegingen bij de leiders van beide gemeenschappen op Cyprus om die stelling na te gaan en vast te stellen waarover men het al dan niet eens is.

Ik heb me gebaseerd op de overtuiging van Kofi Annan dat een akkoord dat zijn plan als uitgangspunt neemt slechts mogelijk is «indien de leiders van beide partijen zich ondubbelzinnig bereid verklaren zich daarvoor in te zetten, indien ze voluit gesteund worden door het hoogste politieke niveau in hun respectieve landen en indien ze zich ertoe verbinden:

a) de laatste hand aan het plan te leggen (zonder op de grondbeginselen ervan, noch op de essentiële compromissen terug te komen) binnen een welbepaalde termijn, met de hulp van de VN;

b) er kort daarna en op een welbepaalde datum, afzonderlijke en gelijktijdig gehouden referenda over te organiseren, zoals in het plan bepaald» (2).

### De politieke context van het ogenblik

Het informatieve bezoek heeft plaatsgehadt in een bijzondere politieke context, wat de reacties her en der verklaart.

— Op 23 januari, na een vergadering van de Nationale Veiligheidsraad, een Turkse instantie met de belangrijkste personen in de regering en met militaire bevelhebbers onder de auspiciën van de president van de Republiek, verschijnt de volgende mededeling:

a) dat Turkije bereid is een oplossing te steunen die het plan Annan als uitgangspunt heeft (*with reference to*);

(1) *Idem.*

(2) *Idem.*

b) que la solution devrait tenir compte des «réalités» (*taking into account the existing realities*) de Chypre;

c) que l'émissaire du secrétaire général, M. Alvaro de Soto, n'avait plus la confiance de la partie turque et turco-chypriote, et qu'il convenait donc de la renforcer.

— Le 26 janvier, le premier ministre turc, M. Erdogan, rencontre Kofi Annan à Davos. Ce dernier fait savoir qu'il ne désire pas changer d'émissaire, et qu'il désire avoir un accord écrit de toutes les parties pour négocier sur la base («*on the basis*») de son plan, avec l'objectif de parvenir à un accord qui puisse être soumis à un référendum et être d'application au 1<sup>er</sup> mai 2004 (date d'adhésion de la république Chypre dans l'Union européenne).

— Le 27 janvier, MM. Erdogan et Annan se revoient à New York. La conversation est qualifiée d'encourageante au cabinet du secrétaire général, mais des zones d'ombre dans la position turque restent présentes (en particulier la question de savoir si les discussions se feront sur la base du plan Annan, ou en référence à celui-ci).

— Le 28 janvier, M. Erdogan rencontre le président Bush à Washington. Ce dernier renouveau la confiance au secrétaire général des Nations unies, dont le plan doit être pris comme base du règlement. M. Erdogan continue à parler de «référence».

— Le 29 janvier, M. Annan rencontre le président de la République de Chypre, Tassos Papadopoulos, à Bruxelles. Ce dernier, qui la veille à Strasbourg, devant l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a présenté la position turque comme partie d'une campagne de relations publiques, confirme qu'il est prêt à négocier sur la base du plan Annan. Il répète ce qu'il a dit à Strasbourg: «*At any time that we may be invited to a new round of negotiations under the auspices of the Secretary General and in accordance with his mandate, we shall be there, without any conditions on our part.*»

Quant à lui, M. Annan fait savoir qu'avant de prendre une initiative, il va consulter la partie chypriote turque (celle qui a précisément rompu les négociations en mars 2003, mais dans un autre contexte politique au nord de l'île), ainsi que le gouvernement grec.

### Les entretiens du côté chypriote grec

Mes interlocuteurs ont été:

— le président de la Chambre, Dimitris Christofias;

b) dat de oplossing rekening moet houden met de bestaande realiteit (*taking into account the existing realities*) in Cyprus;

c) dat de gezant van de secretaris-generaal, de heer Alvaro de Soto, niet langer het vertrouwen kreeg van de Turken en Turks-Cyprioten, en dat dat vertrouwen dus moest worden vesterkt.

— Op 26 januari ontmoet de Turkse eerste minister Erdogan de heer Kofi Annan in Davos. Die laatste deelt mee dat hij geen andere gezant wenst te sturen en dat hij van alle partijen een schriftelijk akkoord wenst om op basis («*on the basis*») van zijn plan te onderhandelen, met als doelstelling tot een overeenkomst te komen waarover een referendum kan worden gehouden en die op 1 mei 2004 kan worden toegepast (datum waarop de republiek Cyprus toetreedt tot de Europese Unie).

— Op 27 januari ontmoeten de heren Erdogan en Annan elkaar opnieuw in New York. Het kabinet van de secretaris-generaal noemt dit gesprek bemoedigend, maar het Turkse standpunt blijft op bepaalde punten vaag (vooral inzake het al dan niet voeren van de besprekingen op basis van het plan Annan, of met verwijzingen naar dat plan).

— Op 28 januari ontmoet de heer Erdogan president Bush in Washington. De president bevestigt zijn vertrouwen in de secretaris-generaal van de Verenigde Naties wiens plan als basis voor een regeling moet dienen. De heer Erdogan heeft het nog steeds over de verwijzing naar het plan.

— Op 29 januari ontmoet de heer Annan de president van de Cypriotische Republiek, de heer Tassos Papadopoulos, in Brussel. De president had de avond voordien in Straatsburg aan de parlementaire assemblee van de Raad van Europa het Turkse standpunt voorgesteld als onderdeel van een public-relationscampagne. Hij bevestigt bereid te zijn te onderhandelen op basis van het plan Annan. Hij herhaalt wat hij in Straatsburg had gezegd: «*At any time that we may be invited to a new round of negotiations under the auspices of the Secretary General and in accordance with his mandate, we shall be there, without any conditions on our part.*»

De heer Annan laat weten dat hij de Turks-Cyprioten (die trouwens de onderhandelingen in maart 2003 verbroken hadden, zij het in een andere politieke context in het noorden van het eiland) en de Griekse regering wenst te raadplegen alvorens initiatieven te nemen.

### Gesprekken aan de Grieks-Cypriotische kant

Mijn gesprekspartners waren:

— kamervoorzitter Dimitris Christofias;

— le ministre adjoint et chef du Bureau diplomatique de la présidence, Christodoulos Pasiardis;

— l'ancien président de la République et chef du parti d'opposition UDP, George Vassiliou;

— l'ambassadeur et directeur des affaires politiques du ministre des affaires étrangères, Erato Kozakou-Marcoullis;

— l'ambassadeur et représentant du gouvernement chypriote à la Convention, Michalis Attalides.

Outre ces contacts politiques, j'ai rencontré l'ombudswoman, Mme Eliana Nicolau, et divers représentants de la société civile.

Mes principales constatations à l'issue de ces entretiens ont été les suivantes :

— Les réactions à la nouvelle donne en provenance de la Turquie vont de la plus extrême prudence à l'optimisme mesuré. Après des années symbolisées pour le refus obstiné du leader de la communauté chypriote turque, M. Rauf Denktash, de tout projet de réunification, il n'est pas aisé pour les Chypriotes grecs d'assimiler un tel changement, dès lors parfois concrétisé comme « cosmétique ».

— Certains interlocuteurs pensent que la Turquie met en place un jeu tactique pour montrer à l'Union européenne et aux USA sa bonne volonté, mais sans faire de réelles concessions (d'où l'emploi des termes « en référence au plan Annan » et la « prise en compte des réalités », qui seraient celles qui ont été imposées par la Turquie depuis 1974). Le but serait de faire passer les Chypriotes grecs pour les plus intransigeants, alors qu'ils n'ont cessé de proclamer leur volonté de négocier sans conditions sur la base du plan Annan.

— Toutefois, tous s'accordent à dire qu'il n'y a pas d'alternative au plan Annan, sinon le maintien de la situation actuelle, qui serait désormais figée, peut être même officiellement.

— Le coût de la réunification, qui sera inévitablement élevé (le niveau de vie du nord est 5 fois inférieur à celui du sud), est évoqué tant par l'opposition, que par le gouvernement. Mais, outre le souhait de sortir de la situation clichée depuis 1974 et l'espoir d'obtenir une rétrocession de terres (le territoire chypriote grec passerait de 60 à 70 % de la superficie de l'île selon le plan Annan) certains évoquent avec raison le coût, tant politique, qu'économique, de la non-réunification, qui sera bien plus élevé.

Les spéculations vont bon train sur le pouvoir réel en Turquie :

Erdogan est-il maître du jeu ou du moins dispose-t-il de suffisamment de marge de manœuvre face aux

— adjunct-minister en hoofd van het Diplomatieke Bureau van het voorzitterschap, Christodoulos Pasiardis;

— oud-president van de Republiek en leider van de oppositiepartij UDP, George Vassiliou;

— ambassadeur en directeur politieke zaken van het ministerie van Buitenlandse Zaken, Erato Kozakou-Marcoullis;

— ambassadeur en vertegenwoordiger van de Cypriotische regering bij de Conventie, Michalis Attalides.

Daarnaast waren er ook ontmoetingen met ombudsvrouw Eliana Nicolau en verscheidene vertegenwoordigers van het maatschappelijk middenveld.

De belangrijkste vaststellingen tijdens deze gesprekken :

— De reacties op de nieuwe situatie vanuit Turkije zijn uiterst voorzichtig tot gematigd optimistisch. Na jaren van obstinate weigering van ieder eenmakingsproces door Rauf Denktash, leider van de Turks-Cypriotische gemeenschap, is het niet makkelijk voor de Grieks-Cyprioten om een dergelijke verandering te verwerken, een verandering die soms « cosmetisch » wordt genoemd.

— Sommige gesprekspartners menen dat Turkije de zaak tactisch aanpakt om de Europese Unie en de Verenigde Staten zijn goede wil te tonen zonder echte toegevingen te doen (vandaar ook termen als « *with reference to* » het plan Annan en « *taking into account the existing realities* », wat zou slaan op de realiteit zoals zij sedert 1974 door Turkije wordt opgelegd). De bedoeling zou zijn de Grieks-Cyprioten als de onbuigzamen voor te stellen, terwijl zij precies steeds hebben benadrukt bereid te zijn tot onvoorwaardelijke onderhandelingen op basis van het plan Annan.

— Iedereen is het er echter over eens dat er geen alternatief is voor het plan Annan, tenzij dan het behoud van de huidige toestand, die dan misschien wel een officiële status zou krijgen.

— Dat de hereniging ongetwijfeld een dure zaak zal zijn (de levensstandaard van het noorden ligt vijf maal lager dan die van het zuiden) wordt zowel door de oppositie als door de regering aangehaald. Anderzijds wordt terecht ook aangehaald dat er niet alleen de wil bestaat om uit de patstelling van 1974 te raken en dat de hoop leeft dat gronden worden teruggegeven (volgens het plan Annan zou het Grieks-Cypriotische grondgebied niet langer 60 % van de oppervlakte van het eiland beslaan maar 70 %), maar ook dat de politieke en economische kosten van een niet-hereniging nog veel hoger zouden liggen.

Over de werkelijke macht in Turkije wordt duchtig gespeculeerd :

Is Erdogan nog de sterke man of beschikt hij toch ten minste over voldoende manoeuvreerruimte tegen

militaires? Le maintien de Rauf Denktash comme négociateur en chef (bien qu'il ne soit plus le seul représentant de sa communauté) montrerait en tout cas que le choix n'est pas définitif entre la voie du compromis et celle du raidissement.

Pour les plus optimistes, la Turquie se fait à l'idée que son destin est dans l'Union européenne, que ce soit pour des raisons économiques ou politiques.

En outre, c'est l'intérêt des États-Unis, qui souhaitent amener définitivement la Turquie en camp occidental. Or, la résolution du problème chypriote constitue un passage quasiment incontournable de l'accession de la Turquie à l'Union européenne.

Enfin, le sentiment de beaucoup est que les Chypriotes grecs devront assumer un compromis qui fait notamment des Chypriotes turcs (19% de la population) des partenaires égaux, sorte de prime à l'injustice vécue depuis 1974.

### Les entretiens du côté chypriote turc

Mes interlocuteurs ont été :

— le leader du parti républicain turc (CTP) et «premier ministre» de la République turque de Chypre du Nord («NB: non reconnue par la communauté internationale), Mehmet Ali Talat;

— le leader du BDH (Mouvement pour la paix et la démocratie), parti d'opposition, Mustapha Akinçi;

— le leader du DP (Parti démocratique) et «ministre des Affaires étrangères» de la RTCN (voir plus haut), Serdar Denktash, fils du «président», Rauf Denktash.

J'ai également rencontré plusieurs représentants de la société civile.

Mes principales constatations, à l'issue de ces entretiens ont été les suivantes :

— Tant l'opposition que les représentants de la société civile dénoncent les fraudes lors des élections qui ont eu lieu dans le nord de Chypre le 14 décembre 2003. Le résultat est à tout le moins singulier: l'opposition gagne en voix mais fait jeu égal en sièges. Il faut donc qu'une coalition se forme qui intègre des partis de l'ancienne et de la nouvelle majorité. Talat, ancien opposant, préside désormais le «gouvernement», mais le fils du leader Rauf Denktash est associé au pouvoir. La société civile, qui a envahi la rue en avril 2003 après l'échec des négociations menées par Kofi Annan, est mobilisée et prête à manifester en masse si les dirigeants actuels les déçoivent dans leur volonté d'adhérer à l'Union européenne dans une île unifiée dès le 1<sup>er</sup> mai 2004.

over de militairen? Het feit dat Rauf Denktash wordt behouden als hoofdonderhandelaar (ook al is hij niet de enige vertegenwoordiger van zijn gemeenschap) toont in ieder geval aan dat er nog geen definitieve keuze is gemaakt tussen het compromis of de verhanding.

Volgens de optimisten went Turkije aan het idee dat zijn toekomst binnen de Europese Unie ligt, zowel om economische als om politieke redenen.

Bovendien hebben de Verenigde Staten er belang bij omdat zij Turkije voorgoed willen inlijven in het Westerse kamp. Het probleem Cyprus moet absoluut worden opgelost als Turkije lid wenst te worden van de Europese Unie.

Ten slotte menen velen dat de Grieks-Cyprioten een compromis zullen moeten aanvaarden waarbij de Turks-Cyprioten (19% van de bevolking) gelijkwaardige partners worden, als een soort van compensatie voor de onrechtvaardige situatie waarin zij sedert 1974 verkeren.

### Gesprekken aan de Turks-Cypriotische kant

Mijn gesprekspartners waren :

— de leider van de Turkse republikeinse partij (CTP) en de «eerste minister» van de Turkse Republiek Noord-Cyprus (NB: niet erkend door de internationale gemeenschap), Mehmet Ali Talat;

— de leider van de BDH (Beweging voor vrede en democratie), oppositiepartij, Mustapha Akinçi;

— de leider van de DP (Democratische Partij) en de «minister van Buitenlandse Zaken» van de Turkse Republiek Noord-Cyprus (zie boven), Serdar Denktash, zoon van de «president», Rauf Denktash.

Ik heb ook vertegenwoordigers van het middenveld ontmoet.

Dit zijn de voornaamste conclusies die ik uit die gesprekken heb getrokken :

— Zowel de oppositie als de vertegenwoordigers van het middenveld klagen de fraude aan bij de verkiezingen in Noord-Cyprus op 14 december 2003. Het resultaat was op zijn minst opmerkelijk: de oppositie won stemmen bij maar kreeg evenveel zetels als voorheen. Daarom moest dus een coalitie worden gevormd tussen de partijen van de vorige en die van de nieuwe meerderheid. Talat, voormalig oppositielid, zit nu de «regering» voor, maar de zoon van leider Rauf Denktash wordt bij de regering betrokken. De burgers, die in april 2003 op straat zijn gekomen na het mislukken van de door Kofi Annan geleide onderhandelingen, staan klaar om massaal te betogen als de huidige leiders er niet in slagen om Cyprus als een eengemaakt eiland op 1 mei 2004 te doen toetreden tot de Europese Unie.

— Mehmet Ali Talat et Serdar Denktash sont des alliés des circonstances que tout sépare. Leur division sera exploitée par la Turquie dans le sens qu'elle choisira: raidissement, ce qui correspond à l'option de Denktash, ou recherche d'une solution négociée, ce qui est l'option de Talat.

— Même s'il n'a pas dit son dernier mot, le clan Denktash n'a plus le monopole du pouvoir. Les évolutions — ou révolutions — à venir ne feront qu'accentuer cette tendance.

— Le sentiment national chypriote des turco-chypriotes se renforce face à la Turquie. L'ayant déjà constaté lors d'une mission précédente en 2001, il m'a paru considérablement renforcé, compte tenu de l'émigration massive des individus les plus éduqués, de la présence contestée des colons venus d'Anatolie et des 30 000 hommes des troupes de l'Armée turque présents sur place.

### Conclusion

La méfiance de chaque camp vis-à-vis de l'autre, compréhensible après tant d'années de division, ne s'effacera pas du jour au lendemain comme par enchantement. Certaines intentions prêtées à l'autre partie sont dès lors peut-être mal comprises ou exagérées.

Dans ce contexte délicat, chacun sent toutefois que la dernière opportunité de règlement du différend avant très longtemps se présente aujourd'hui. Le temps est compté.

Si le secrétaire général des Nations unies lance une invitation aux parties afin de finaliser la négociation sur son plan, c'est qu'il aura eu suffisamment de garanties de bonne fin.

Toutefois, si un accord intervient, celui-ci devra être ratifié par deux référendums organisés respectivement au nord et au sud. Face à une question simple, la réponse simple des citoyens sera un vote de confiance vis-à-vis des négociateurs qui auront scellé un accord d'une grande complexité, comportant des milliers de pages. L'engagement des dirigeants politiques dans la campagne pour le référendum sera dès lors déterminant.

Enfin, l'espoir d'un accord est avivé par la situation singulière de la Turquie: ce pays, qui sollicite son adhésion à l'Union, ne reconnaîtrait pas, sans solution au problème, le 1<sup>er</sup> mai 2004, l'un des 25 membres de l'Union. En outre, la Turquie se retrouverait occupante militaire de la partie nord de l'île, considérée comme territoire de l'Union européenne. Il est permis de penser que l'objectif de M. Erdogan est d'éviter ce scénario désastreux.

— Mehmet Ali Talat en Serdar Denktash vormen momenteel een soort monsterverbond. Turkije zal naar goeddunken van hun onenigheid gebruik maken: het kan een starre houding aannemen, wat aansluit bij het standpunt van Denktash, of, zoals Talat voorstaat, zoeken naar een oplossing via onderhandelingen.

— De clan-Denktash is niet uitgespeeld maar monopoliseert de macht niet langer. De ontwikkelingen — of omwentelingen — in de nabije toekomst zullen deze tendens alleen versterken.

— Het nationaal bewustzijn van de Turk-Cyprioten tegenover Turkije groeit. Ik had dat reeds vastgesteld tijdens een vorige opdracht in 2001, en het is mijns inziens beduidend toegenomen, gelet op de massale emigratie van hoog opgeleiden en de betwiste aanwezigheid van kolonisten uit Anatolië en van 30 000 manschappen van het Turkse leger.

### Besluit

Het begrijpelijke wederzijdse wantrouwen na zovele jaren verdeeldheid zal niet van de ene dag op de andere als bij toverslag verdwijnen. Sommige bedoelingen die toegeschreven worden aan de andere partij worden soms verkeerd begrepen of overdreven.

In deze netelige context is iedereen er zich niettemin van bewust dat het nog heel lang kan duren voor er zich nog een kans als deze aanbiedt om het geschil te regelen. De tijd dringt.

Als de secretaris-generaal van de Verenigde Naties de partijen nu oproept om de onderhandelingen over zijn plan te voltooien, is dat omdat hij voldoende waarborgen heeft gekregen dat de zaak tot een goed einde kan komen.

Een akkoord moet echter via een referendum in elk van de landsdelen bekrachtigd worden. De vraag zal eenduidig zijn, het antwoord van de burgers eveneens. Het zal neerkomen op een vertrouwensstemming ten opzichte van de onderhandelaars die een uitermate ingewikkeld akkoord van duizenden bladzijden tot stand hebben gebracht. De inzet van de politieke leiders in de campagne voor het referendum zal dus doorslaggevend zijn.

Ten slotte lijkt de bijzondere toestand van Turkije het sluiten van een akkoord in de hand te werken: dit land, dat tot de Unie wil toetreden, zou bij ontstentenis van een regeling op 1 mei 2004 één van de 25 lidstaten van de Unie niet erkennen. Bovendien zou Turkije de militaire bezetter zijn van het noordelijke deel van het eiland, dat beschouwd zal worden als een deel van het Europese grondgebied. Het is goed mogelijk dat de heer Erdogan zo'n desastreuus scenario wil voorkomen.

## 6. PROPOSITION DE RECOMMANDATIONS

### Proposition de recommandation sur la situation à Chypre

Le Sénat,

1. Vu la proposition de résolution relative à Chypre adoptée le 7 novembre 2000 par le Sénat (2-494);

2. Considérant la nécessité, à l'approche de l'adhésion à l'Union européenne de la République de Chypre le 1<sup>er</sup> mai 2004, de mettre fin à la division de l'île intervenue en 1974 à la suite d'une intervention militaire turque;

3. Rappelant les conflits entre communautés grecque et turque antérieurs aux événements de 1974 et qui ont, depuis l'indépendance, pesé sur la situation institutionnelle de Chypre;

4. Soucieux qu'une réunification intervienne qui permette aux citoyens des deux communautés de vivre en paix dans le respect de leurs droits;

5. Confiant dans la capacité des responsables des deux communautés de surmonter leurs différences, tout en comprenant les griefs réciproques qui se sont accumulés au cours des décennies entre Chypriotes grecs et turcs;

6. Rappelant que le déploiement de 30 000 militaires turcs dans le nord de Chypre et la non reconnaissance par la Turquie de la République de Chypre constituée au 1<sup>er</sup> mai 2004, en l'absence d'un règlement de la question chypriote, un obstacle non négligeable à l'adhésion envisagée de la Turquie à l'Union européenne;

7. Saluant dès lors le retour à la table des négociations du gouvernement turc et soulignant la responsabilité particulière de la Turquie dans les circonstances actuelles;

8. Saluant les efforts constants et répétés du secrétaire général des Nations unies de parvenir à un règlement global et négocié de la question chypriote;

9. Désireux que la Belgique participe pleinement dans le cadre des Nations unies et de l'Union européenne, à un règlement de la question chypriote.

Recommande au gouvernement :

1. de poursuivre ses efforts auprès des deux parties afin qu'elles mènent de bonne foi des négociations

## 6. VOORSTEL VAN AANBEVELINGEN

### Voorstel van aanbevelingen over de toestand in Cyprus

De Senaat,

1. Gelet op het voorstel van resolutie over Cyprus dat de Senaat op 7 november 2000 heeft aangenomen (2-494);

2. Overwegende dat, met het oog op de nakende toetreding tot de Europese Unie van de Republiek Cyprus op 1 mei 2004 een einde moet worden gemaakt aan de opdeling van het eiland die is ontstaan na het Turks militair optreden in 1974;

3. Herinnerend aan de conflicten tussen de Griekse en de Turkse gemeenschap vóór de gebeurtenissen van 1974, die sedert de onafhankelijkheid hebben gewogen op de institutionele situatie in Cyprus;

4. Strevend naar een hereniging waardoor de burgers van beide gemeenschappen in vrede kunnen samenleven met eerbiediging van hun rechten;

5. Erop vertrouwend dat de leiders van beide gemeenschappen hun geschillen kunnen bijleggen zij het met alle begrip voor de wederzijdse grieven die zich in de loop van de laatste decennia tussen Griekse en Turkse Cyprioten hebben opgestapeld;

6. Eraan herinnerend dat de aanwezigheid van 30 000 Turkse militairen in Noord-Cyprus en het feit dat Turkije de Republiek Cyprus niet erkent op 1 mei 2004, bij ontstentenis van een regeling van de kwestie Cyprus, een niet te verwaarlozen obstakel zal vormen voor de geplande toetreding van Turkije tot de Europese Unie;

7. Daarom met tevredenheid vaststellend de terugkeer van de Turkse regering aan de onderhandelings-tafel en de bijzondere verantwoordelijkheid van Turkije in de huidige omstandigheden benadrukkend;

8. Zich verheugend over de aanhoudende en herhaalde inspanningen van de secretaris-generaal van de Verenigde Naties om via onderhandelingen tot een algemene regeling van de kwestie Cyprus te komen;

9. Ernaar strevend dat België in het kader van de Verenigde Naties en de Europese Unie ten volle deelneemt aan de regeling van de kwestie Cyprus.

Vraagt de regering :

1. er bij beide partijen op te blijven aandringen dat zij te goeder trouw onderhandelen op basis van het

fondées sur le plan du secrétaire général des Nations unies pour qu'au 1<sup>er</sup> mai 2004 l'adhésion à l'Union européenne soit une réalité pour l'ensemble des habitants de l'île.

2. de rappeler à la Turquie que sa responsabilité est pleinement engagée dans la résolution du problème chypriote, sachant que celle-ci faciliterait grandement une possible adhésion de la République turque à l'Union européenne;

3. de souligner auprès des représentants des Chypriotes turcs, la responsabilité historique qui est la leur, de parvenir, après des années de division de l'île, à une réunification qui permette à leur population d'intégrer la zone de prospérité, de bien-être et de paix que constitue l'Union européenne;

4. d'insister auprès des autorités de la République de Chypre afin qu'elles se prononcent clairement en faveur de la solution de réunification qui concluera les négociations menées par le secrétaire général des Nations unies, afin de ne pas s'exposer à un affaiblissement de sa légitimité internationale que sanctionnerait inévitablement l'échec des tentatives de réunifications en cours;

5. de soutenir les efforts du secrétaire général des Nations unies en vue de parvenir à un règlement complet et équilibré de la question chypriote et de participer pleinement à l'appui donné par l'Union européenne à la réalisation de cet objectif.

## 7. VOTES

Les propositions de recommandations ont été adoptés à l'unanimité par les 9 membres présents.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

*Le rapporteur,*  
François ROELANTS du VIVIER.

*La présidente,*  
Anne-Marie LIZIN.

plan van de secretaris-generaal van de Verenigde Naties opdat op 1 mei 2004 de toetreding tot de Europese Unie voor alle bewoners van het eiland kan worden gerealiseerd;

2. Turkije te wijzen op de verantwoordelijkheid die het draagt met betrekking tot de oplossing van het probleem Cyprus, in de wetenschap dat zo'n oplossing de mogelijke toetreding van de Turkse Republiek tot de Europese Unie zeer zal vergemakkelijken;

3. de vertegenwoordigers van de Turks-Cyprioten erop attent te maken dat het tot hun historische verantwoordelijkheid behoort om na al die jaren van opdeling van het eiland te komen tot een hereniging opdat de bevolking kan toetreden tot het gebied van welvaart, welzijn en vrede die de Europese Unie is;

4. er bij de overheden van de Republiek Cyprus op aan te dringen dat zij zich duidelijk uitspreken ten voordele van de hereniging als eindpunt van de onderhandelingen geleid door de secretaris-generaal van de Verenigde Naties, om te voorkomen dat hun internationale legitimiteit verzwakt, wat onvermijdelijk zal gebeuren indien de pogingen tot hereniging mislukken;

5. de secretaris-generaal van de Verenigde Naties te steunen in zijn pogingen om een alomvattende en evenwichtige oplossing van de kwestie Cyprus te bereiken en volledig mee te werken aan de steun die de Europese Unie verleent aan die doelstelling.

## 7. STEMMINGEN

De voorstellen van aanbevelingen zijn eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Vertrouwen is geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

*De rapporteur,*  
François ROELANTS du VIVIER.

*De voorzitter,*  
Anne-Marie LIZIN.



**ANNEXE****Exposé de M. Takis Hadjidemetriou****BIJLAGE****Uiteenzetting van de heer Takis Hadjidemetriou**

Thank you for inviting me to participate in the procedures of the Committee of Foreign Affairs of the Senate.

I feel greatly honoured to be here with all of you, personalities of the Belgian political life, with a long history in domestic and international affairs.

I feel the burden of great responsibility to address such a prestigious body, as that of the Foreign Affairs Committee of the Senate and at the same time I am grateful that I have the chance to speak about my own country — the history, the achievements, the problems and its prospects.

The fact that the Belgian Senate shows a special interest in Cyprus and is devoting a great deal of its activity to investigate what is the current situation on the island, constitutes an indication of how closely connected are all the countries in the contemporary world, and especially in Europe.

I should mention from the beginning that Belgium and its constitutional system are at the centre of discussion amongst the people, the press and the political circles in Cyprus.

We are trying to approach, learn and understand your experience in representing a country of a multicultural and bilingual character.

This is another example of how much we can learn from each other, which will ensure the happiness, safety and prosperity of our people.

I feel the need to start with some notes about the history, geography and conditions of living in Cyprus.

Cyprus has a long history of 9,000 years, going back to the Neolithic period.

Monuments and archaeological findings indicate that succeeding civilizations flourished on the island.

A major landmark in the history of Cyprus is the establishment of the Greek civilization in the second millennium BC. Since that time, the Greek language and civilization prevailed on the island.

Mythology considers Cyprus as the birthplace of Aphrodite. I should also mention that the island has been connected with the Trojan War and the Homeric poems.

Cyprus is situated in the Eastern Mediterranean and lies at a strategically important position between three continents — Europe, Asia and Africa. As a result, it has suffered from foreign invasions and occupations. At the same time, the island was privileged to be in contact with a great number of peoples and civilizations that offered to the Cypriot people the chance to accommodate, work and cooperate with them.

In contemporary times, Cyprus has a record of successful economic performance, which is reflected in rapid growth, full employment conditions and internal stability. It is a modern economy with a dynamic services sector and well-developed physical and social infrastructure. The services sector (mainly tourism, financial and business services) accounts for about 75% of the Gross Domestic Product and is the main engine of growth. Economic growth reached 2% in real terms in 2003 despite the slow down after the September 11th terrorist attacks.

Cyprus is classified among the high-income countries in the world in terms of per capita income. The GDP per capita is estimated at approximately 16,143 EURO for 2003, being one of the highest amongst that of the applicant countries and marginally higher than that of certain members of the EU.

All indicators — unemployment, inflation, fiscal deficit and public debt — are in line or without serious discrepancies from that of the Maastricht criteria.

Our relations with the EU began in 1972 when Cyprus signed with the ten EEC member-states a Customs Union agreement, which led to the signature of a Customs Union Protocol in 1987. The application for full membership was submitted in July 1990. Cyprus' application for membership was motivated by the strong wish of the people of Cyprus to be part of Europe. It was a natural consequence of the European outlook and vocation of its people, who historically, politically, economically and culturally belong to Europe.

The effort to harmonise with the Acquis has been immense, is ongoing and never ending. Until now, more than 900 new harmonisation laws have been enacted and this number is likely to surpass the 1000-mark by the time of accession. There have been difficulties in implementing laws, in part due to the need to restrain state expenditure in order to meet EU economic management criteria. At the same time, we are obliged to increase state expenditure in order to implement a massive programme of administrative enhancement and adjustment to EU politics in all sectors. Nevertheless, progress is being made, and the EU Acquis Communautaire will be fully in force in Cyprus by the 1st of May 2004.

Cyprus, with its small but vibrant economy, is not expected to cause any economic burden or disruption to particular sectors or regions of the EU.

Especially in the thorny issues of agriculture and free movement of labour, Cyprus' accession will have a positive rather than a negative impact. The agricultural sector is very small, accounting to less than 4% of Cyprus' GDP and 7.3% in employment.

In view of the fact that Cyprus is a small country with an area of 9 251 Square Kilometres and a population of around 800,000, one could reasonably ask what would be the gains of the EU from the island's accession?

As I have already mentioned, Cyprus happens to occupy an important strategic position at the crossroads between Europe, the Middle East and Central Asia. The accession of Cyprus to the EU will establish the EU both as a Mediterranean and a Middle Eastern power. As a result, the EU will enhance its role towards promoting peace and stability in the region. The prospect of European presence in this important part of the world today, in itself, justifies Cyprus' accession to the EU.

The role of Cyprus, as a full EU member, in the Eastern Mediterranean will offer new opportunities and possibilities for the improvement of economic, commercial and cultural links between the EU and this volatile and important area with a population of 300 million people. Cyprus having traditionally maintained good relations with the Arabs and Israel can play a very positive role and contribute to the better understanding between the countries of the Eastern Mediterranean and Europe.

At the same time, Cyprus will become the external border of the EU in the Eastern Mediterranean. This will enable the EU to combat, even more effectively, illegal immigration, drug trafficking and money laundering.

Cyprus is well known, not only from its achievements in the economic, political and diplomatic fields but also because of the «Cyprus problem», as it is known, which the people of Cyprus inherited for different historical reasons but with dramatic repercussions.

The Cyprus problem has been with us for nearly 40 years — a whole lifetime, one might say. Three years after the declaration of independence in 1960, intercommunal disturbances began, which were followed by the presence of a UN peacekeeping force on the island. Ten years later, in 1974, a military coup, which was mobilized by the Greek junta, took place with the aim to overturn the elected President of the Republic. Turkey, using the Coup as a pretext, invaded the island and occupied 37% of the territory of the Republic of Cyprus.

Since then, not only did Turkey fail to comply with UN Security Council Resolutions calling for a Federal bicomunal, bizonal solution, but it proceeded instead to the unilateral declaration of independence of the occupied part of Cyprus — the so-called «Turkish Republic of Northern Cyprus».

The submission by the Secretary General of the United Nations, Mr Kofi Annan, of a settlement plan, known as the «Annan plan» in November 2002 indicates a turning point for the Cyprus problem. This was taking place on the eve of the EU Council meeting at Copenhagen.

The Annan plan is the most comprehensive plan, which aims at dealing with every aspect of the Cyprus problem. It deals in detail with many of the elements, which surround the new state, the common state as it would be called, which will follow hopefully, when the Annan plan is accepted. The President of the Republic of Cyprus, Mr Tassos Papadopoulos, stated recently that «when sometimes people ask me to tell them about my experiences on (these) negotiations with the Turkish Cypriot leader Mr Rauf Denktaş, I reply that there have never been any negotiations on Cyprus before the Annan plan».

The Greek Cypriot side has accepted the Annan plan, as the basis for negotiations. Any suggestions will aim to improve the plan and is not aiming either to upset or destroy it. Whatever solution may be found in Cyprus it has to be based on the parameters of the Annan plan. This is clear and well understood by all political forces in Cyprus.

President Tassos Papadopoulos made known to the UN Secretary General, of his readiness for substantial negotiations, without any conditions or delay, whenever such negotiations are convened by the UN Secretary General.

The previous landmarks in the quest for a solution of the Cyprus problem on the basis of the Annan plan took place during the meeting of the European Council in Copenhagen in December 2002 and subsequently during a meeting at The Hague in March 2003, under the auspices of the UN Secretary General. Both efforts failed to yield any results because of the intransigence of Mr Denktaş as it was exposed by the UN Secretary General's statements, as well as in subsequent UN Security Council and European Parliament resolutions.

Since last March, there has been no contact because Mr Denktaş declared that the Annan plan is dead and buried. Although the situation appears to be in stalemate, many initiatives are taking place. The EU is declaring its preference for a united Cyprus to join the EU on the 1st of May. US President, Mr George Bush, has sent letter to the Governments of Greece, Turkey and Cyprus, asking them to exercise a bigger effort for the solution of the Cyprus problem. Mr Bush calls especially on Mr Erdogan to adopt a more decisive position to solve the problem.

The EU has sent a clear message to Turkey that the continuation of the Cyprus problem constitutes a serious obstacle to its EU ambitions.

Developments in the political field are taking place both in Cyprus and in Turkey. In Cyprus, a new spirit was created following the signing of the Accession Treaty on April 16 at the «Stoa of Attalos» in Athens. The message of this historic event proved to be strong and loud and it was well heard by both communities in Cyprus, Greek Cypriots and Turkish Cypriots alike.

The prospect of Cyprus joining the EU became a catalyst, which created a new unifying spirit of all people on the island. Turkish Cypriots and Greek Cypriots, after many years of division, created finally a common approach and a common target for the future of our country — that of accession to the EU and solution of the Cyprus problem.

During the whole of last year, the Turkish Cypriots expressed their deep disappointment and disapproval of the rejectionist policy of the Turkish Cypriot leader, Mr Rauf Denktaş, in massive demonstrations.

The political platform «This Country is Ours» expressed, in an active way, its political will to see the Cyprus problem solved and to participate with the Greek Cypriots in the new era which is emerging for Cyprus. Under this pressure, both Ankara and the Turkish Cypriot leader, Mr Rauf Denktaş were obliged to ease the restriction of movement along the military line, dividing the island.

What followed was a miracle. Thousands of Greek Cypriots and Turkish Cypriots crossed the checkpoints and visited their houses and villages on both sides of the dividing line.

Greek Cypriots and Turkish Cypriots met together, 29 years after the invasion in a fraternal way. They exchanged views about the future of our country and they discussed their bitter, in many cases, personal experiences.

During these past nine months of communication, more than two million visits took place without any serious incident. The myth that coexistence and cooperation between Greek and Turkish Cypriots is impossible, collapsed. Our people proved that they are prudent and that they have the good will to build up a common future for our island.

Other important developments following the submission of the Annan plan were the elections in Turkey and the landslide victory of the Justice and Development Party of Mr Erdogan. The new Government firstly under the Premiership of Mr Gul and soon after under its leader Mr Erdogan gave some indications of a willingness to solve the problem.

Unfortunately, this policy was not followed by any subsequent and concrete action. Setbacks soon appeared. The Turkish military leadership gave different messages than that of the Turkish Government. They were supporting the idea that Cyprus was of strategic importance and for that reason a solution, based on the Annan plan, was running against Turkish interests.

The opposition by the military circles in Ankara to the solution of the Cyprus problem, based on the Annan plan, obliged the Turkish Government to change its policy. Finally the Turkish Government appeared with contradictory statements, obscuring any prospects for positive developments.

The situation was complicated further when the Government of Turkey was actively involved in the «elections» of 14 December among the Turkish Cypriots. Initiatives in support of Mr Rauf Denktash and his political allies were taken by Ankara. The Turkish Government offered, on the eve of the elections, 160 million US dollars to support the Denktash regime. Prime minister Erdogan visited Cyprus and expressed his full support to the secessionist policy of Mr Denktash.

The political will of the Turkish Cypriots was also violated by the participation of the settlers in the «elections». These settlers were transferred from main land Turkey after the 1974 invasion — a tactic which continues to this day. Thousand of settlers were included in the electoral roll even few days before the «elections».

The result of the «elections» was such that the will of the Turkish Cypriots for a solution was suppressed by Ankara and the settlers.

Finally in the «elections» the pro and against the Annan plan forces got equal number of «representatives» in the so-called «Parliament». Finally, a «government» was formed based on the coalition of two parties — one supporting the solution, that of Mr Talat, and one against it, that of Mr Serdar Denktash the son of the Turkish Cypriot leader Mr Rauf Denktash.

The situation neutralises completely the Turkish Cypriots'role and deprives them of the possibility to influence future developments, which will shape their destiny as individuals and as a community.

The initiative is now in the hands of Ankara and mainly in the hands of the National Security Council, through which the military leaders dictate to the politicians the line that has to be followed.

After many meetings and consultations between the Turkish Government, the President of the country and the military leaders, everybody is waiting for the decision of the National Security Council which will be convened on 23 January. On this decision the policy of Ankara will be shaped.

If what has been leaked to the press is describing the Turkish position then little hope remains for a solution of the Cyprus problem, especially for a solution before May 1st.

Although the situation continues to be difficult, things seem to be moving both in the UN and in the EU. In addition, the US are expressing their interest in promoting a solution to the Cyprus problem.

Will this message be understood by Turkey or will they turn a deaf ear again?

If they do so, this will finally run against the interests of Turkey and especially those connected with the European ambitions of the country.

All the means and instruments of solving the Cyprus problem are in place. There is a plan on which the solution can be found. There is a new political and institutional environment — that of the EU. There is the expressed decision of the UN and other international organisations to facilitate the solution. There is also the position of the US and other important countries to work in the same direction.

All these chances have to be utilised. I have the strong believe that there is a chance for the solution of the problem which will finally serve the real interests of ail countries involved Greece, Turkey, Cyprus and more generally will serve the peace and stability in this very sensitive area of the world — the Eastern Mediterranean.